

ANALYSE

La fin de l'ambiguïté ? Xi Jinping confirme son « entente stratégique » avec Poutine

dimanche 19 juin 2022, par [DONNET Pierre-Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juin 2022).

Après avoir semblé hésiter depuis le début de la guerre en Ukraine il y a quatre mois, la Chine de Xi Jinping a désormais clairement choisi son camp : la Russie de Vladimir Poutine. En témoigne le dernier entretien téléphonique entre les présidents chinois et russe, qui ne laisse guère de place au doute.

Sommaire

- [DÉCLARATIONS AMBIGÜES](#)
- [« RELATIONS MILITAIRES »](#)
- [« RÉFLÉCHIR À DEUX FOIS »](#)
- [MONDE BIPOLAIRE](#)

On l'a bien vu : le ton des autorités chinoises à l'égard de l'invasion de l'Ukraine a progressivement changé à mesure que l'armée russe essayait des revers en Ukraine. Que l'on se souvienne : lorsque le dirigeant russe était venu à Pékin le 4 février dernier pour l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver, lui et Xi Jinping avaient déclaré publiquement que jamais les relations sino-russes n'avaient été aussi bonnes. Désormais, avaient-ils dit, c'était à la vie et à la mort. La coopération sino-russe était « sans limites ».

Après le 24 février, le gouvernement chinois s'était toujours soigneusement abstenu de qualifier d'invasion « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine, évitant néanmoins de donner clairement son feu vert à cette invasion. Le 26 février, la Chine avait semblé s'éloigner quelque peu de l'agression russe en s'abstenant lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'ONU sur une résolution qui déplorait dans « les termes les plus forts » l'agression russe contre l'Ukraine et réclamait à Moscou de retirer « immédiatement » ses troupes du territoire ukrainien. La Russie avait été la seule à mettre son veto.

Cette abstention avait été le premier signe d'une inflexion dans la position chinoise. Puis, le ton avait encore changé. Le 1^{er} mars, lors d'un appel téléphonique à son homologue ukrainien Dmytro Kouleba, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi avait dit « regretter profondément » le conflit en Ukraine. Le chef de la diplomatie chinoise avait assuré que la Chine « accordait une extrême attention aux préjudices subis par les civils », appelant également les deux pays à « trouver un moyen de résoudre le problème par la négociation », selon la télévision d'État CCTV. Or le fait même que les médias officiels chinois, et tout particulièrement la chaîne officielle du régime très regardée par les Chinois, évoquaient ces propos, paraissait en dire long sur le fait que le régime chinois n'entendait peut-être pas suivre l'exemple russe pour Taïwan.

Mais Wang Yi ne s'était pas arrêté là. Le gouvernement chinois, avait-il dit, se déclare prêt à jouer un rôle dans la recherche d'un cessez-le-feu avec Moscou. « L'Ukraine est désireuse de renforcer

son dialogue avec la Chine et espère qu'elle pourra jouer un rôle dans la recherche d'un cessez-le-feu, indiquait un communiqué officiel chinois au terme de cette conversation téléphonique. La Chine respecte l'intégrité territoriale de tous les pays. »

Wang Yi n'avait bien sûr pas précisé si oui ou non Pékin acceptait les revendications russes sur la Crimée et si son pays soutenait la reconnaissance par la Russie des séparatistes pro-russes dans la région du Donbass à l'est de l'Ukraine. Ce sujet est particulièrement sensible pour Pékin puisqu'il y a en toile de fond Taïwan et le soutien croissant que reçoit l'île dans le monde. Mais cette déclaration offrait un contraste singulier avec les propos d'un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères qui, le 24 février, interrogé sur la souveraineté de l'Ukraine, avait répondu que la situation présente était due à une « combinaison de facteurs », sans pour autant qualifier l'entrée de l'armée russe en Ukraine d'invasion.

DÉCLARATIONS AMBIGÜES

Certes, il n'a jamais été question que la Chine se joigne aux sanctions occidentales imposées à la Russie. Mais le conflit russo-ukrainien s'était en même temps invité sur les réseaux sociaux chinois qui, bien qu'extrêmement surveillés et censurés, s'étaient enflammés avec de très nombreux commentaires sur cette guerre. La plupart des internautes approuvaient certes l'action guerrière de Poutine et estimaient qu'il était temps pour la Chine de faire pareil avec Taïwan. Plus gênant pour le régime chinois : d'autres tournaient cette guerre en dérision ou même la critiquaient de façon virulente.

Autre signe d'une certaine nervosité dans les allées du pouvoir à Pékin, un éditorial du Guangming Ribao (Clarté), l'un des journaux officiels du Comité central du Parti communiste chinois. Le quotidien publiait en Une de son édition du 1^{er} mars un article intitulé « La tendance à la coopération gagnant-gagnant dans les relations sino-américaines ». Cet éditorial était paru au lendemain du 50^e anniversaire de la publication du « Communiqué de Shanghai » par les États-Unis et la Chine populaire qui avaient décidé d'établir des relations diplomatiques. « Les relations sino-américaines sont devenues l'une des relations bilatérales les plus étroites au monde, avec des domaines de coopération parmi les plus vastes et des intérêts communs des plus importants », se félicitait l'éditorial qui jugeait que ni le développement économique mondial ni la stabilité globale ne pouvaient se passer de la coopération sino-américaine.

Cet article avait pris de court nombre d'observateurs chinois comme Tao Jingzhou. L'avocat francophone renommé montrait son étonnement et s'interrogeait sur le réseau social chinois WeChat : « À l'heure où les relations sino-américaines sont quasi gelées, et où les slogans se multiplient, vantant les relations sino-russes - si bonnes qu'elles sont « sans limites » - [le fait qu'un organe du PCC affirme que] la tendance à la coopération gagnant-gagnant dans les relations sino-américaines est irréversible [constitue un retournement surprenant]. » C'est « un changement soudain dans la direction du vent », écrivait un blogueur chinois sur WeChat qui estimait que « les internautes n'arrivent pas à suivre le rythme du changement ».

À cela s'ajoutent les déclarations ambiguës de Wang Wenbin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, qui affirmait le 28 février : « La Chine a toujours considéré que la sécurité d'un pays ne peut pas être construite sur la base de la compromission de la sécurité d'autres pays, et encore moins venir d'une atteinte à la souveraineté et à la sécurité d'autres pays, dans la poursuite de sa propre supériorité militaire et de sa sécurité. » Ces mots, rapportés par le média en ligne Pengpai, avaient été interprétés par certains observateurs comme une critique de l'agressivité de la Russie, et vue par d'autres comme s'adressant aux États-Unis et à l'Otan.

Le 2 mars, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait une résolution qui « exige que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine », lors d'un vote approuvé massivement par 141 pays sur les 193 membres que compte l'organisation. Cinq pays avaient voté contre : la Russie, la Biélorussie, la Corée du Nord, l'Érythrée et la Syrie. 35 pays, dont la Chine, s'étaient abstenus.

À la veille de ce vote, l'ambassadeur chinois aux Nations Unies, Zhang Jun, avait déjà dit : « L'Ukraine devrait servir de pont entre l'Est et l'Ouest plutôt que d'être un terrain d'affrontement pour des questions géopolitiques. » Et d'ajouter avec une franchise très inhabituelle dans la bouche d'un diplomate chinois de premier plan : la situation en Ukraine est quelque chose que la Chine « ne souhaitait pas voir et qui n'est dans l'intérêt d'aucune des parties en présence ». Message qui semblait viser implicitement Vladimir Poutine.

« RELATIONS MILITAIRES »

Ce qui a sans doute le plus inquiété le pouvoir chinois est la menace nucléaire brandie par le président russe. Une initiative qui ne pouvait qu'apparaître irresponsable aux yeux de Xi Jinping. Menace réitérée par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov le 25 avril, le chef de la diplomatie russe ajoutant qu'il y avait désormais « un risque élevé d'une Troisième Guerre mondiale ». Mais, en réalité, que traduisaient ces menaces ? Elles sonnaient comme un aveu de Vladimir Poutine : il était en train de perdre la guerre. Cette menace du feu nucléaire était une sorte de chantage dans l'espoir, vain, de faire peur et ainsi de réussir à paralyser le soutien militaire massif des Occidentaux à l'Ukraine.

Pour autant, il ne fallait pas se méprendre. Le régime chinois n'allait certainement pas basculer dans le camp occidental. Bien au contraire, il restera solidaire des autres régimes autocrates, dont celui de Vladimir Poutine. En témoigne cet entretien téléphonique le 15 juin entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, le deuxième entre les deux hommes depuis le 24 février. Lors de cet entretien, Xi et Poutine ont déclaré vouloir renforcer leur coopération économique face aux conséquences des sanctions occidentales contre la Russie. « Il a été convenu d'élargir la coopération dans les domaines énergétique, financier, industriel, des transports et autres, en tenant compte de la situation économique mondiale qui s'est compliquée en raison des sanctions illégitimes de l'Occident », a expliqué le Kremlin dans un communiqué.

Soit. Mais les deux dirigeants ont également parlé du « développement des relations militaires ». Xi Jinping a salué « cette dynamique pour renforcer » les liens bilatéraux. Le maître de la Chine se déclarait disposé à « intensifier sa coordination stratégique entre les deux pays », tout en assurant Vladimir Poutine de la volonté chinoise de soutenir « la souveraineté et la sécurité » de la Russie, selon un compte-rendu de cet entretien diffusé par la CCTV.

Réaction immédiate des États-Unis qui, par la voix d'un porte-parole du département d'État, ont mis en garde la Chine sur les conséquences d'un soutien à la Russie. « La Chine affirme être neutre, mais son comportement montre clairement qu'elle continue de renforcer ses liens étroits avec la Russie. [Les États-Unis] observent de près les activités de la Chine. Les nations qui prennent le parti de Vladimir Poutine se retrouveront inévitablement du mauvais côté de l'Histoire. »

Car Pékin le sait bien, il ne fait aucun doute que si le soutien de la Chine à la Russie s'étend au domaine militaire ou technologique, la Chine deviendrait à son tour la cible de sanctions commerciales, économiques et financières occidentales à grand échelle. Un coup rude pour l'économie chinoise alors même qu'elle traverse une période de fortes turbulences.

Conséquence d'une gestion chinoise de la pandémie du Covid-19 très excessive qui s'est traduite par

des mesures de confinement strict imposé à des centaines de millions de Chinois dans une quarantaine de grandes villes, les chaînes d'approvisionnement ont été profondément affectées. De nombreuses usines ont dû fermer leurs portes pendant des semaines, suscitant une montée en flèche du chômage et une chute concomitante des revenus des ménages.

Autre conséquence : le départ de milliers d'investisseurs occidentaux, une fuite massive des capitaux vers l'étranger et une profonde remise en question de l'intérêt du marché chinois dans les milieux économiques étrangers.

Aujourd'hui, la très grande majorité des observateurs de la Chine et des analystes experts de l'économie chinoise estiment que la croissance du PIB chinois sera inférieure à 4 % en 2022, soit largement en-dessous de l'objectif officiel de 5,5 %. Ce serait la pire performance depuis plusieurs décennies qui, du même coup, ferait surgir le danger de l'instabilité sociale, ce que craint par-dessus tout le Parti communiste chinois.

« RÉFLÉCHIR À DEUX FOIS »

Face au continent chinois, Taïwan observe de très près les développements de l'armée russe en Ukraine. Taipei en tire les enseignements sur la menace d'une invasion chinoise qui n'a jamais cessé et s'est en réalité précisée encore depuis le 24 février.

Dimanche 12 juin, le porte-parole au parlement du Parti démocrate progressiste (DPP, au pouvoir) You Si-kun a invité la Chine à « y réfléchir à deux fois » avant de tenter d'envahir Taïwan. Si les forces chinoises attaquent, « nous ne permettrons jamais à la Chine de nous engloutir », a-t-il promis. L'une des raisons est que l'armée taïwanaise possède désormais un missile de croisière supersonique de fabrication taïwanaise Yun Feng (雲鳳) capable de frapper Pékin. Ce missile, dont l'existence n'avait jamais été révélée à ce jour, est maintenant fabriqué en grand nombre.

Prenant la parole lors d'un discours retransmis par vidéoconférence sur le site Taiwanus, You a expliqué que le conflit en Ukraine avait permis à Taïwan de comprendre qu'une guerre sur son sol n'était pas inévitable et qu'il fallait dès lors s'y préparer. La Chine est devenue, ces dernières années, « plus hégémonique dans la région Indo-Pacifique » et a « plus que jamais la volonté d'envahir Taïwan », a-t-il dit. De ce fait, la population taïwanaise doit s'attendre à ce que la Chine entame un jour les hostilités.

Si l'assaut devait être lancé contre Taïwan, le conflit infligerait un coût considérable à la Chine et celle-ci deviendrait du même coup l'ennemie déclarée des États-Unis, du Japon, de l'Australie et d'autres pays de la région - et même au-delà. Mais, ajoute You Si-kun, il reste que Taïwan doit impérativement se préparer à cette éventualité et ne doit pas s'en remettre uniquement à l'aide que lui fourniraient l'étranger et doit donc compter avant tout sur ses propres forces.

Dans le cas où l'Armée populaire de libération tentait de franchir le détroit de Taïwan, une bonne partie de ses navires seraient coulés, frappés par des missiles antinavires taïwanais Hsiung Feng III (雄風III). En cas de débarquement, il y aurait alors une bataille décisive qui coûterait cher à Pékin, selon le porte-parole du DPP. Pour le cas où ce débarquement est réussi, chacun à Taïwan devra montrer au monde la même détermination que celle des Ukrainiens et être prêt à mourir pour défendre l'île contre les envahisseurs, a encore exhorté You.

MONDE BIPOLAIRE

Côté Chine, un troisième porte-avions est sorti ce vendredi 17 juin de sa chaîne d'assemblage dans le port de Shanghai. Baptisé Fujian, du nom de la province qui fait face à Taïwan, ce porte-avions est cependant encore loin d'être opérationnel. Il permettra néanmoins à terme de renforcer la capacité de dissuasion et de projection de Pékin. Le Fujian est le deuxième porte-avions à être entièrement fabriqué par la Chine. Bien plus avancé du point de vue technologique que ses prédécesseurs, il possède notamment un système, nouveau, de catapultage. L'agence Chine Nouvelle n'a pas précisé la date prévue pour l'entrée en service du bâtiment. Mais sa remise aux forces navales ne s'effectuera qu'à l'issue de nombreux tests en mer et devrait intervenir ces prochaines années. Si la Chine possède désormais trois porte-avions, ils sont tous à propulsion diesel. Les États-Unis en possèdent onze, tous à propulsion nucléaire et d'une technologie très supérieure.

Par ailleurs, conséquence là aussi de la guerre en Ukraine, le lien entre les États-Unis et l'Union européenne se resserre, y compris sur le dossier chinois. C'est ainsi que Bruxelles et Washington ont l'intention de financer ensemble l'installation d'infrastructures numériques dans les pays émergents pour les aider à se protéger contre les cyberattaques menées par des régimes autoritaires, y compris la Chine, selon des responsables qui prennent part à ces discussions, cités par le Wall Street Journal.

Les premiers projets devraient concerner l'Afrique et l'Amérique latine et devraient voir le jour d'ici la fin de l'année, précise le quotidien américain. Un responsable européen a expliqué que l'acquisition par ces pays de technologies chinoises pose un sérieux risque en termes de sécurité avec la possibilité, côté chinois, de procéder à des captages de données sensibles, une technique d'espionnage connue. Parmi les sociétés chinoises concernées, figure tout en haut de la liste le géant des télécommunications Huawei. La firme de Shenzhen a régulièrement démenti toute idée de transmettre les données recueillies au gouvernement chinois.

La première réunion euro-américaine dans le cadre de ce programme baptisé Trade and Technology Council, a eu lieu en septembre dernier à Pittsburgh. La guerre en Ukraine a accéléré la fréquence de ces réunions, selon le Wall Street Journal. Lors d'une seconde réunion en mai, la vice-présidente de la Commission européenne Margrethe Vestager a souligné que « la guerre d'agression russe contre l'Ukraine a mis en lumière la nécessité absolue d'approfondir notre coopération avec les États-Unis sur les questions économiques et technologiques ».

Ces initiatives interviennent dans le sillage de déclarations récentes du président américain. À l'occasion d'une visite au Japon en mai, Joe Biden a dit clairement qu'en cas d'attaque chinoise contre Taïwan, les États-Unis interviendraient militairement pour défendre « l'île rebelle ». Ces propos avaient immédiatement entraîné une réaction chinoise menaçante. Le 11 juin, le ministre chinois de la Défense Wei Fenghe avait brandi la menace d'une guerre totale à Taïwan. « Si quiconque ose séparer Taïwan de la Chine, l'armée chinoise n'hésitera pas un instant à déclencher une guerre, quel qu'en soit le prix », avait prévenu un porte-parole du ministère chinois de la Défense, Wu Qian, en rapportant des propos du ministre. L'armée chinoise « briserait en mille morceaux » toute tentative d'indépendance de l'île, avait ajouté ce porte-parole.

C'est ainsi que dans ce contexte de menaces et de tensions croissantes s'évanouit l'idée d'un monde multipolaire et apparaît plutôt l'image d'un monde bipolaire avec d'un côté les régimes autoritaires et de l'autre les régimes dits démocratiques. Les premiers attireront de nombreux pays « voyou » comme l'Iran, l'Afghanistan, la Biélorussie, la Corée du Nord, Cuba et d'autres encore, et l'autre l'Occident avec dans son orbite le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et, dans une moindre mesure, l'Inde.

Pierre-Antoine Donnet

P.-S.

• Asialyst. 2022/06/18 :

<https://asialyst.com/fr/2022/06/18/fin-ambiguite-xi-jinping-confirme-entente-strategique-poutine-russie-chine/>

• Ancien journaliste à l'AFP, Pierre-Antoine Donnet est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la Chine, au Japon, au Tibet, à l'Inde et aux grands défis asiatiques. En 2020, cet ancien correspondant à Pékin a publié « Le leadership mondial en question, L'affrontement entre la Chine et les États-Unis » aux Éditions de l'Aube. Il est aussi l'auteur de « Tibet mort ou vif », paru chez Gallimard en 1990 et réédité en 2019 dans une version mise à jour et augmentée. Son dernier ouvrage, « Chine, le grand prédateur », est paru en 2021 aux Éditions de l'Aube.

Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)